

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

7 octobre 2020

PLF POUR 2021 - (N° 3360)

|              |  |
|--------------|--|
| Commission   |  |
| Gouvernement |  |

Non soutenu

**AMENDEMENT**

N° I-1356

présenté par

M. Rolland, M. Pauget et M. Viry

-----

**ARTICLE ADDITIONNEL****APRÈS L'ARTICLE 3, insérer l'article suivant:**

I. – Le code général des impôts est ainsi modifié :

1° Le 1 de l'article 200 est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

« À titre exceptionnel et jusqu'au 31 décembre 2020, la réduction d'impôt mentionnée au premier alinéa est portée, pour les producteurs fermiers et pour les producteurs de lait habilités en appellation d'origine et indication géographique protégées, à 100 % de la valeur correspondant au prix de vente de la part de leur production qu'ils livrent à titre gratuit aux associations ou organismes d'aide alimentaire.

« Lorsque les dons en nature proviennent de structures collectives visées aux articles L. 323-1 et L. 521-1 du code rural et de la pêche maritime, le montant de leur valeur est réparti entre les sociétaires au prorata de leurs volumes respectifs de livraison aux fins de bénéficiaire de la réduction d'impôt prévue à l'alinéa précédent. ».

2° Le 1 de l'article 238 *bis* est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« À titre exceptionnel, et jusqu'au 31 décembre 2020, la réduction mentionnée au premier l'alinéa est portée à 100 %, s'agissant des dons en nature réalisés sous forme de fromages, par des opérateurs habilités en indication géographique protégée ou appellation d'origine protégée ».

II. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle aux droits mentionnés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

---

## EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à venir en aide aux producteurs de spécialités laitières AOP-IGP confrontés à un arrêt brutal des circuits de commercialisation et de consommation de leurs fromages à la suite de la décision de confinement du Gouvernement, en raison de l'épidémie Covid-19.

À date, on évalue la perte de revenu des producteurs sur la période concernée, à 17 millions d'euros. La filière fait face à un surstockage massif des produits invendus qui ont une durée de vie limitée (pour rappel, seul 90 % de ces fromages ont une durée de conservation n'excédant pas 8 semaines et pour certains, ne dépassant pas un mois).

C'est ainsi que 2 000 tonnes de fromages AOP-IGP fromages fermiers et fromages de pays ont été concernés par ce manque de débouchés et menacés de gaspillage. Mais diverses mobilisations ont permis d'en sauver la moitié. En parallèle, 5 000 tonnes de fromages ont pu être stockées afin d'éviter leur gâchis pendant la crise. Mais ces derniers vont devoir prochainement être remis sur le marché afin d'être eux aussi, écoulés et ce alors même que les habitudes de comportement des consommateurs ont changé en raison de la crise sanitaire et que tous les circuits de vente ne sont pas encore rouverts.

Afin de soutenir les dons et indemniser le mieux possible les pertes conséquentes des producteurs, le présent amendement vise donc à créer un dispositif temporaire de défiscalisation des dons sur la période. Certes, cette mesure d'urgence n'aura pas d'effet immédiat sur la trésorerie des producteurs de fromage en IGP AOP, mais elle correspond réellement à leurs besoins au regard de la perte de leurs produits non écoulés sur le marché. Cela reviendra à rendre déductible 100% des dons réalisés en nature par ces producteurs pendant la crise.

Le I. traite cette possibilité dans le cadre de l'impôt sur le revenu pour les producteurs fermiers et les producteurs organisés collectivement, soit sous forme de GAEC (article L. 323-1 CRPM), soit sous forme de coopérative (article L. 521-1 CRPM).

Le II. fait de même pour les entreprises laitières assujetties à l'impôt sur les sociétés.